

#Juncker
Team

LE GRAND BAL DES
HYPOCRITES



CONSEIL EUROPÉEN
LE DESTIN
CLIMATIQUE DE L'UE

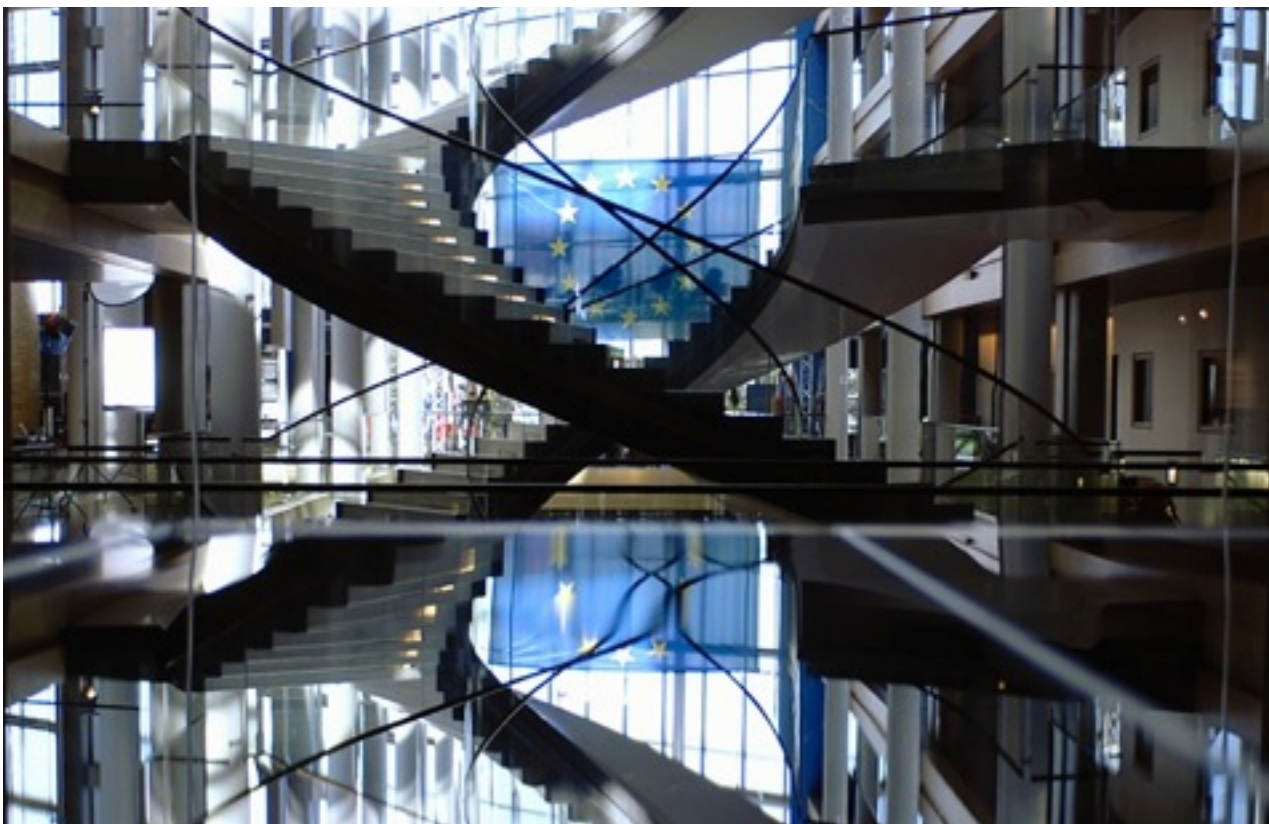


MOS MAIORUM
UNE HONTE
EUROPEENNE



BUDGET EUROPEEN
REGLONS LES
IMPAYES

STRASBOURG EN BREF



Conflits d'intérêts vs. transparence

Lundi dernier, l'ONG Transparency International faisait du bruit à Bruxelles en lançant une base de données permettant d'accéder aux déclarations d'intérêts financiers des élus européens. Le moment n'aurait pas pu être plus opportun puisque le Parlement est en passe de conclure sa série d'auditions des Commissaires européens, qui a vu les Commissions parlementaires se diviser sur la question des potentiels conflits d'intérêts de Canete. Certains pourraient y voir un triste clin d'œil alors que s'achèvent dix années de présidence Barroso, qui n'hésite pas à quitter l'exécutif européen avec des derniers cadeaux à l'industrie nucléaire à Hinkley Point et potentiellement de nouvelles autorisations d'OGM. Quid de la transparence promise aux électeurs européens ?

« @anticorruption
lance
integritywatch.eu au
plus grand bonheur
des élus qui
confondent intérêt
public & privé
#transparence »


@MicheleRivasi

Commission #Juncker: le grand bal des hypocrites

Présentation du Collège des Commissaires et de leur programme - 22/10/2014

Après deux semaines d'auditions des futurs commissaires au Parlement européen, les différentes commissions parlementaires ont finalement décidé du sort de tous les candidats. Si le déroulé de ces auditions a été de grande qualité, mettant en avant un exercice de démocratie européenne, les plus grands groupes politiques ont malheureusement fini par le saborder en refusant de remettre en question les candidatures les plus problématiques, dont celle de Miguel Arias Cañete, commissaire désigné à l'énergie et au climat. [...]

Pour la délégation Europe Ecologie au Parlement européen, l'issue des votes doit absolument entraîner une prise de conscience de l'ensemble des eurodéputés, et en particulier des socialistes européens. Ces derniers, au prétexte d'un arrangement indigne avec le PPE, pour sauver la tête de Pierre Moscovici, ont accepté l'inacceptable : renoncer à l'intérêt général européen en soutenant par leurs votes la candidature d'une personnalité discréditée et clairement soupçonnée de conflits d'intérêts. Ce pacte hypothèque gravement la démocratie européenne au profit d'une logique boutique de défense des intérêts des amis politiques. Ces manœuvres viennent donner de l'eau aux moulins de l'eurosepticisme et du populisme et alimentent le désintérêt des citoyennes et citoyens européens pour les institutions de l'UE. C'est une tache indélébile qui marquera du sceau de l'hypocrisie et du cynisme celles et ceux qui ont sciemment bafoué leurs promesses de campagne, la démocratie, la transparence et l'intérêt général européen.

 Communiqué à retrouver sur le site EuropeEcologie.eu

Conseil européen : Le destin climatique européen

Préparation du Conseil européen - 21/10/2014

Les chefs d'État et de gouvernement se réunissent à Bruxelles jeudi 23 et vendredi 24 Octobre pour un Conseil européen dédié aux objectifs climatiques de l'UE. Les désaccords entre États membres sur le Paquet Énergie-Climat 2030 sont connus et la partie sera serrée pour assurer un avenir énergétique

*« #Barrosogate :
deux ans déjà »
par José Bové*

Manuel Barroso va bientôt quitter la Commission européenne, il laissera derrière lui une Europe très mal en point et quelques questions auxquelles il n'a pas souhaité répondre ces deux dernières années.

Il y a 2 ans, il décidait de limoger le Commissaire à la Santé John Dalli, sans même lui permettre d'avoir accès au dossier qui l'accusait. Difficile de se défendre efficacement lorsque l'on n'a même pas la possibilité de connaître ce qui vous est reproché.

En juillet 2013, après avoir pris en connaissance de l'enquête de l'OLAF, les autorités judiciaires maltaises considéraient qu'il n'y avait aucune raison de poursuivre M. Dalli. [...] Aujourd'hui c'est enfin à M. Barroso de répondre aux questions qu'il s'est appliqué à éluder depuis 24 mois tant devant les Présidents des Groupes du Parlement, que lors des rares interviews qu'il a données sur cette affaire.

La suite [ici](#).

« Budget français
2015 : Sortir des
faux semblants »
par Eva Joly



L'orthodoxie budgétaire tue chaque jour un peu plus le projet européen. [...] En France comme en Europe il est pourtant possible d'agir, sans renoncer à gérer sérieusement les finances publiques. A Paris, cela signifierait conditionner les aides aux entreprises à un vrai projet de transformation économique et écologique ou encore engager une véritable réforme fiscale. En Europe, il est possible de gagner la bataille des « circonstances exceptionnelles », cette clause qui permettrait de lever un temps la pression budgétaire au service exclusif d'un plan d'investissement utile et coordonné [...]. Faudra-t-il attendre que la maison ait brûlé pour appeler les pompiers ?

Le communiqué complet [ici](#).

durable à l'Europe. Derrière la fixation d'objectifs sur les émissions de gaz à effet de serre, sur la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et l'efficacité énergétique, l'UE esquisse sa position pour la Conférence des Parties sur le Climat qui se tiendra à Paris en 2015.

Pour Yannick Jadot "L'Europe doit montrer l'exemple. La France qui accueillera la conférence climatique de 2015 ne doit plus s'opposer à un objectif ambitieux en matière d'énergies renouvelables. Il est inconcevable que le Président Hollande promeuve à Paris une communauté européenne de l'énergie et, à Bruxelles, en sabote le contenu".

Budget européen : Régions les impayés

Débat général de l'UE pour l'année 2015 - 21/10/2014

La négociation du budget européen attire rarement l'attention du public et des médias. Pourtant, l'UE se retrouve d'années en années dans une situation toujours plus absurde du fait de l'irresponsabilité des Etats membres. D'un côté, ceux-ci multiplient les sommets en grande pompe pour relancer l'économie européenne, lutter contre le chômage des jeunes, et soutenir la démocratie en Ukraine ou au Proche et Moyen Orient. Mais de l'autre, ils coupent dans les budgets (-2,1 milliards pour 2015), se tirant ainsi une balle dans le pied.

Encore plus absurde, ils refusent de régler le problème récurrent des paiements. En rechignant à mettre au pot commun à la hauteur de ce qu'ils avaient promis, les factures impayées s'accumulent. Pour une PME, une petite exploitation, une association ou une ONG, des factures payées avec un ou deux ans de retard peuvent être décisives pour leur survie, avec un impact évident sur l'emploi.

En attendant, l'argent du contribuable européen continue à financer de grands projets inutiles comme ITER ou le Lyon-Turin, ou à maintenir à flot une pratique comme la corrida. Les écologistes européens continuent de mener la bataille pour un budget européen plus démocratique et plus responsable sur le plan social et environnemental.

Mos Maiorum : une honte européenne

Déclaration du Conseil « Opération conjointe des polices : Mos Maiorum » - 22/10/2014

Depuis le 13 octobre, et jusqu'au 26, une grande opération coordonnée dans toute l'Europe vise les migrants en situation irrégulière dans l'espace Schengen et aux frontières extérieures. Lancée à l'initiative de l'Italie, qui assure jusqu'à la fin de l'année la présidence du Conseil de l'UE, cette opération vise officiellement à récolter des données sur les réseaux de passeurs. Mais qu'en est-il du sort des migrants interceptés? Pourquoi viser ces migrants en situation irrégulière, plutôt que d'interroger les réfugiés, qui sont passés par les mêmes réseaux mais qui ne risquent pas, eux, d'être expulsés? Pour Karima Delli « ce dispositif décidé en catimini par les Etats membres n'est autre qu'une traque aux migrants ».

Actuellement, des milliers de réfugiés tentent de parvenir à la sécurité et demandent asile en Europe. Europe Ecologie dénonce cette logique stupide qui consiste à criminaliser toujours davantage des personnes dont la plupart fuient des zones de conflit ou des situation de persécutions. Criminaliser plutôt que de leur accorder un statut, c'est le contraire de la protection des réfugiés. Nous demanderons également aux Etats membres de s'assurer que les forces de police respectent le droit de l'UE, notamment en évitant tout délit de faciès. Au lieu de chasser les réfugiés et les migrants comme des criminels, nous devrions aller vers le développement de moyens plus sûrs et légaux d'accueil et de séjour sur le territoire européen.

► Communiqué à retrouver sur le site EuropeEcologie.eu

Syrie : Solidarité avec les Kurdes de Kobane

Déclaration de la Haute Représentante aux Affaires étrangères
« Situation à Kobane et la menace de l'EI » - 22/10/2014

Le 6 octobre dernier, une centaine de militantes et militants kurdes ont pénétré le Parlement européen afin de réclamer une réponse internationale face au siège de Kobané, 3e ville kurde de Syrie, par les djihadistes de l'Etat islamique (EI). Aujourd'hui, après des centaines de morts, les Kurdes de Kobané résistent encore aux terroristes qui se sont tout de même emparés de la moitié de la ville. Face à cette situation dramatique, l'UE doit cesser de fermer les yeux et doit faire pression sur la Turquie pour qu'elle réagisse. Europe Ecologie au Parlement européen réaffirme sa solidarité avec Kobané.

► Communiqué à retrouver sur le site EuropeEcologie.eu

« *Un scandale nommé Sovaldi* » par *Michèle Rivasi*



La ministre de la Santé Marisol Touraine a annoncé sa stratégie face à la demande inique de la firme américaine Gilead pour son nouveau traitement contre l'hépatite C, le Sovaldi, le nom commercial du sofosbuvir.

En France, Gilead réclame 56 000 euros par patient pour une cure de douze semaines. En Allemagne, le prix a été fixé à 49 000 euros, au Royaume-Uni à 44 000 euros. Dans tous les cas de figure des sommes astronomiques.

Depuis 30 ans, la recherche sur l'hépatite C a pourtant été largement financée par de l'argent public, en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, au Japon, en Australie.

La suite [ici](#).

A notre agenda également...

- ▶ Déclaration de la Commission « Réponse de l'UE à la crise Ebola » - 20/10/2014 (Michèle Rivasi)
- ▶ Déclaration de la Commission et du Conseil « Résultat de la conférence de haut niveau sur l'emploi en Europe (Milan 8 Octobre) » - 21/10/2014 (Karima Delli)
- ▶ Débat sur le Semestre européen pour une coordination des politiques économiques : mise en oeuvre des priorités 2014 » - 21/10/2014 (Philippe Lamberts)
- ▶ Déclaration du Président de la Commission « Revue de la Commission Barroso II » - 21/10/2014 (Philippe Lamberts)
- ▶ Publication des stress test bancaires de la Banque centrale européenne - 26/10/2014 (Eva Joly)

Le fil de la plénière

Storify de la délégation : storify.com/eurodeputesEELV

Nous contacter

Benjamin JOYEUX, Communication politique et relation presse

Email : benjamin.joyeux@europarl.europa.eu / Téléphone : +33 6 23 36 14 15

Facebook de la Délégation : [facebook.com/eurodeputes.europe.ecologie](https://www.facebook.com/eurodeputes.europe.ecologie)

Twitter de la Délégation : @eurodeputesEELV

Site de la Délégation : europeecologie.eu

Réalisation

Lise DESHAUTEL, Yan DUPAS et Benjamin JOYEUX

Crédits Photo - Creative Commons